

# CAMBODGE NOUVEAU

15 - 30 mars 1995

Politique Economie Finances

2ème année Numéro 25

## zèbre

**C**e pays tient du zèbre, observait récemment un voyageur. On y trouve côte à côte, étroitement juxtaposées, des cultures, des valeurs, des convictions très contrastées : l'influence de l'Inde et celle de la Chine, celles de la France, des Etats-Unis, des pays environnants, les traditions les plus anciennes et les consommations les plus modernes, une saison où l'on manque d'eau et une saison où l'on en a trop, des moines qui ne possèdent rien et des spéculateurs qui ne pensent qu'à s'enrichir, des socialistes et des capitalistes, des Royalistes et des Républicains, des Funcinpec et des PPC ...

Comment concilier tous ces contraires pour établir une règle du jeu unique, une législation de type international, des règles claires concernant les investissements et les pratiques commerciales, la presse, les droits de l'homme, la justice ...

Il faut admettre que le Cambodge est un pays composite, où divers systèmes cohabiteront longtemps. On verra longtemps et le noir et le blanc du zèbre. C'est son génie propre. Sa force et sa faiblesse.

On pourrait dire, parodiant Teng Hsiao Ping : qu'importent les rayures du zèbre, du moment qu'il est en bonne santé, qu'il court bien ?

De toutes façons, les connaisseurs du Cambodge estiment que le pays a plutôt les qualités du buffle que celles du zèbre : lent à mouvoir, patient, très résistant, ... et comme lui sympathique. A.G.

## LA CIRC A PARIS : "OUI, MAIS ..."

**L**a Conférence Internationale pour la Reconstruction du Cambodge CIRC (ICORC), à Paris, les 14 et 15 mars, a été globalement, et à s'en tenir aux chiffres, un succès pour le gouvernement cambodgien. Malgré les critiques qui n'ont manqué ni avant la réunion, dans de nombreuses réunions bi-latérales, ni pendant, l'aide internationale au Cambodge n'a été ni suspendue ni ralentie.

Les chiffres donnés par M. Keat Chhon, le ministre de l'Economie et des Finances sont les "estimations de décaissements" des divers donateurs, année par année (et non toujours de nouveaux engagements). L'un des objectifs de la CIRC est justement de faire le point dans ce domaine des chiffres, passablement confus. Les "décaissements" ont été ainsi annoncés :

1995 : 473,8 mio de dollars  
1996 : 440,2 mio de dollars

à quoi s'ajoutent 4,3 millions pour le CMAC (déminage), soit un total de 918,3 millions de dollars pour les deux années; et pourraient s'y ajouter des aides importantes pour l'aéroport de Pochentong et l'entrée du Cambodge dans l'"autoroute de l'information" ("*Super Highway for Information Telecommunications ou SHIT*") ce qui pourrait

porter le total à 1,35 milliard de dollars pour les deux années 1995-96.

Comme ce ne sont pas les décaissements des donateurs qui intéressent le plus les Cambodgiens, mais ce qu'ils reçoivent effectivement, un bon observateur propose de retenir plutôt les chiffres simplifiés suivants : le Cambodge a reçu environ

1991 : 10 millions de dollars  
1992 : 100  
1993 : 300  
1994 : 500  
1995 : 500  
soit 1,5 milliard de dollars.

Le Japon est le plus important donateur, avec 80 millions de dollars décaissés en 1995, suivi par la France (50) et par les Etats-Unis (39).

### nouveau : la responsabilité

L'argent donc, en gros, ne manque pas. Mais cette troisième CIRC a été surtout, comme l'a dit M. Keat Chhon, celle de la "responsabilité" (après la CIRC de la "renaissance" à Paris en 1993, et celle du "redressement" à Tokyo en 1994), c'est à dire que l'on s'interroge, maintenant que "la lune de miel est terminée", sur l'usage qui est fait de cette aide. Les donateurs sont devenus plus soucieux d'améliorer l'effi-

cacité du système. On en a recensé les faiblesses, on a insisté, et notamment la France, l'Australie et les Etats-Unis, sur la nécessité de les corriger. Plusieurs pays ont fait de ces corrections -dans les domaines de la démocratie, de la transparence des contrats signés par le gouvernement, de la corruption, des droits de l'homme- une condition à la poursuite de l'aide.

### sujets de préoccupation

L'environnement général est un premier sujet de préoccupation : environnement politique, économique, financier, législatif : sans lui, il ne servirait à rien de déverser de l'aide financière sur le Cambodge. Et là les faiblesses sont évidentes.

Il existe un plan d'ensemble, (Plan de réhabilitation et de développement du Cambodge), mais le Cambodge manque d'orientations générales bien marquées par le gouvernement, pour le long et le moyen terme, qui établissent nettement des priorités -secteurs d'activités, types d'activité, zones de développement-, des objectifs précis, et de mesures incitatives clairement établies qui favorisent ces priorités. L'économie de marché ne consiste pas à vivre au jour le jour, au coup par coup. Il manque un calendrier.

(Suite page 2)

à l'intérieur ...

Après la CIRC  
Interview : Dominique Causse  
L'Union Européenne au Cambodge

pages 1 - 2  
pages 3 - 4 - 5  
page 7

**Capacité d'absorption**

La faiblesse de cette "capacité d'absorption" est le problème majeur, au point qu'il est plus urgent actuellement de l'améliorer que d'augmenter le volume de l'aide.

La capacité d'absorption de l'aide est faible parce qu'il n'y a pas de politique d'orientation générale ni de projets précis dans lesquels l'aide viendrait s'inscrire.

Elle est faible aussi parce que les champs d'activité, les attributions, les responsabilités des diverses autorités restent imprécises. Les processus de décision sont très peu opérationnels.

Elle est faible par manque de textes législatifs fondamentaux. L'absence de lois et de règlements freine les investisseurs, surtout occidentaux, qui

**CIRC : OUI, MAIS ...**

ne s'engagent pas volontiers là où n'existe pas de Code de Commerce, pas de tribunaux, où la "transparence" des contrats est encore imparfaite. Le travail législatif restant à accomplir est encore considérable, et il avance bien lentement au gré des donateurs.

La capacité d'absorption est faible enfin par manque de ressources humaines : les quelques responsables compétents sont surchargés et ne peuvent faire face à la fois à l'urgent ou à l'occasionnel, au travail journalier, au traitement des dossiers en profondeur, et à la prévision à moyen et long terme.

A ces faiblesses "structurelles" s'ajoute une série de motifs d'inquiétude : la corruption, qui dépasse de beaucoup les niveaux que les plus réalistes seraient prêts à tolérer; les atteintes aux droits de l'homme, domaine où personne ne sait exactement où situer la barre, mais que l'on ne peut ignorer.

**L'aide n'est plus inconditionnelle**

Sur tous ces points, il n'y a pas de querelle entre donateurs et représentants du gouvernement cambodgien. On est d'accord sur le diagnostic, et l'on est d'accord sur les remèdes qu'il faut admin-

istrer. "Et considérez, disent les représentants du cambodge, que si vous arrêtez de nous aider, ou si vous ralentissez votre aide, la situation empirerait".

Cette argumentation a été entendue. Il n'est pas douteux cependant que l'aide n'est pas inconditionnelle. Des avertissements ont été donnés. Les donateurs n'attendent pas une réalisation parfaite de la démocratie, du système législatif, de la transparence, de l'intégrité individuelle, de l'efficacité administrative, du respect des droits de l'homme, ... mais une évolution favorable dans tous ces domaines.

Car il est clair pour les donateurs que ce sont ces progrès qui détermineront les investisseurs privés à venir prendre au Cambodge le relais de l'aide internationale. L'investissement privé, ce sera le signe de la santé recouvrée du Cambodge.

**réorienter la CIRC**

La CIRC s'est interrogée sur sa propre réorientation. Elle doit :

- d'une part attacher beaucoup plus d'importance à l'organisation générale du développement du Cambodge, établir une stratégie générale;
- mieux coordonner les inter-

ventions des donateurs eux-mêmes; mieux coordonner les actions entre les organismes sur place et le gouvernement ; mieux coordonner les actions spécifiques sur le terrain.

Autrement dit, de l'amont à l'aval, et à chaque étape, rechercher une meilleure concertation entre les divers intervenants.

La CIRC s'est aussi interrogée sur sa propre durée. Il apparaît que cette grande machine, qui avait son utilité au moment où commençait l'aide, devra céder la place à des réunions plus restreintes, notamment bi-latérales, à des travaux plus spécifiques, plus proches du terrain et des réalisations elles-mêmes. Il faut mettre l'accent sur les réalisations.

Une dernière CIRC devrait se réunir à Phnom Penh en 1996.

**conditionnelle ou non ?**

"Aucune promesse d'aide ferme chiffrée n'a été annoncée", écrit M. Sam Rainsy dans un Communiqué du 18 mars sur les résultats de la CIRC tenue à Paris. "Seules ont été formulées des indications qui n'engagent pas formellement les gouvernements des pays donateurs (...) Pour la première fois les représentants des pays donateurs se sont concentrés sur les problèmes de fond que sont : -la corruption, -la transparence des décisions gouvernementales, -la déforestation et la protection de l'environnement, -le respect des droits de l'homme (...). Les chiffres avancés par la délégation cambodgienne selon lesquels 1,35 milliard de dollars auraient été promis sur deux ans ne correspondent pas à la réalité. M. Keat Chhon et le gouvernement cambodgien prennent leurs désirs pour la réalité (...)"

Dans l'aide que reçoit le Cambodge, on peut considérer quatre catégories:

- 1) ce qu'il reçoit de la Banque Mondiale (prêts à très bonnes conditions), du FMI etc ...

- 2) l'aide budgétaire en nature ("commodity aid" ou "aide alimentaire"), constituée par des produits que vend le gouvernement. Le Japon, l'Allemagne, les Etats-Unis, la France ... pratiquent cette forme d'aide.

- 3) l'assistance technique : conseillers, personnel enseignant, missions ponctuelles (y compris frais de voyage) ...

- 4) l'"aide projets" : équipements et services.

Les points 1, 2 et 4 sont comptabilisés dans le budget cambodgien. Le point 3 (don pur) ne l'est pas.

**A PROPOS ...****Affaires Etrangères**

Sur le calendrier du ministre des Affaires Etrangères S.E. Ung Huot, de retour à Phnom-Penh le 20 après Paris et Londres, visites : en Thaïlande du 21 au 23 mars; en Australie du 23 au 30; en Nouvelle Zélande du 30 au 3 avril; en Malaisie du 9 au 11; aux Philippines du 17 au 18; à Singapour du 19 au 21; à Bandoing du 21 au 25 pour la

Conférence Asie-Pacifique. On attend à Phnom Penh le ministre des Affaires Etrangères de Singapour du 4 au 6 avril, le vice-ministre d'Iran du 6 au 8, et Bill Hayden Gouverneur d'Australie viendrait du 27 au 30. Programme chargé pour juin aussi : S.E. Ung Huot irait en Russie du 12 au 15, en Chine du 15 au 18 et en Corée du Nord du 18 au 21.

**Erosion ?**

"Erosion progressive des résultats obtenus concernant les droits de l'homme" écrit le rapport d'Amnesty International concernant le Cambodge "(...) Les membres des forces armées et de la police sont capables d'imposer leur volonté à la population civile en toute impunité, et commettent des actes de violence incluant des meurtres arbitraires et délibérés et des exécutions extrajudiciaires (...). Les autorités

cambodgiennes semblent manquer de la volonté politique et de la capacité de traduire ces criminels devant la justice". (source : Far Eastern Economic Review du 16 mars).

**pertes**

La brutale baisse du dollar, 300 points entre le vendredi 10 et le samedi 11 mars, a provoqué de très fortes pertes parmi les spéculateurs intervenant sur le

(suite page 3)

interview **Dominique CAUSSE, Conseiller commercial près l'Ambassade de France**

## ENTREPRISES FRANÇAISES AU CAMBODGE

**O**n dénombre près d'une centaine d'entreprises françaises au Cambodge, si l'on compte les bureaux de représentation et les entreprises qui ne sont pas entièrement à capitaux français. On peut les ranger en 4 catégories :

- les grandes entreprises dites "internationalisées" actives. Par exemple *Total*.
- les grandes entreprises internationalisées qui ont des bureaux, des agences (*Peugeot* par exemple);
- des Français qui sont présents à titre personnel;
- des franco-khmers.

Dans cette répartition, on peut

### une centaine d'implantations françaises

observer que les grandes sociétés -les deux premières catégories-, sont assez peu représentées par rapport aux deux autres. L'explication ? Les sociétés internationalisées ne tiennent pas compte de facteurs tels que la langue ou l'histoire. Elles sont "objec-tives". Elles ne font pas de "paris".

Souvent elles raisonnent en "réseaux". Le groupe hôtelier *Accor* par exemple a un réseau asiatique, et un principe, avoir un Sofitel dans chaque pays. Donc un au Cambodge. Même chose pour *Total*, très présent dans la région, au Vietnam, en Thaïlande, en Birmanie, en Indonésie : il est très naturel pour eux d'être au Cambodge pour les deux activités distribution et exploration.

### A PROPOS ...

marché des changes. Dans l'un des huit établissements financiers qui organisent ce marché à Phnom Penh (Mekong Bank, Empereur International, Credit, Canada, Kim Hak Invest., Progress Invest. Cy, Leang Hoa, Som Van Chhay) une centaine de clients ont perdu à eux seuls 3 millions de dollars. "Les grands spéculateurs internationaux ont gagné sur les petits. C'est très

Même attitude aussi pour *Indosuez*, très présent dans la région et dans le monde.

D'autres au contraire, par exemple la *SEITA*, raisonnent en termes d'opportunité : il y avait une occasion à saisir au Cambodge. Seconde catégorie : les grandes sociétés présentes dans la région, à Singapour, à Bangkok, qui n'ont au Cambodge qu'un bureau, une agence, une "veille", comme *Air France*, *Bouygues* (qui en fait est actif, avec l'Institut Pasteur et leur bureau ETDE), le groupe *Schneider* présent avec *Comin Khmère*, *Degrémont* (actif à la Régie des Eaux), *Dumez* qui vient d'ouvrir un bureau, *Renault*, *Peugeot*, les trois transporteurs *SDV*, *Saga-Peschaud* et *Derudder* qui, étant actifs, sont aussi dans la première catégorie; les trois de la pharmacie : *Rhône-Poulenc*, *Sanofi* et *Roussel*; *Essilor* qui est ici en participation; *Alcatel*; *France-Telecom*; *Elf*...

Pourquoi pas davantage ? Pourquoi pas *Danone* par exem-

### en termes de risques, le Cambodge est très compliqué

ple ? C'est qu'en termes de risques, le Cambodge est très compliqué, très difficile à estimer. Risque politique (stabilité gouvernementale et gestion du pays), risques concernant la sécurité (pas aussi importants qu'on le croit en France), risques financiers : quels seront les coûts

de production dans deux ans ? Quel sera le marché local ?

Risque "d'environnement" : c'est là que nous sommes un peu déçus : problèmes de législation d'arbitrage, d'organisation sociale, de fiscalité, ... La base de

### décevant : le manque de cadre législatif

tout est le droit des sociétés. Voilà 18 mois que je dis aux sociétés françaises "les textes vont être adoptés dans un mois" ... maintenant je ne leur dis plus rien. C'est la base de la loi bancaire, ce devrait être la base de la loi sur les investissements, et la base de la fiscalité; il n'y a toujours pas de Code du travail. Ce manque d'environnement législatif est un élément négatif, décevant parce que l'on pensait qu'il viendrait plus vite.

Nos entreprises sont-elles pénalisées ou favorisées, par rapport à celles d'autres pays plus proches, par le fait d'être françaises ? C'est un avantage, parce que les Cambodgiens nous connaissent. Beaucoup sont allés en France, connaissent nos produits, nos entreprises, nos marques, automobiles, parfums etc ... Pour les biens d'équipement, les produits chimiques ... on trouve ici beaucoup plus de produits français que par exemple en Thaïlande, cela vient de nos relations culturelles. Nous sommes à l'aise avec les Cambodgiens, et ils sont à l'aise avec nous. C'est une grande dif-

férence avec les Thaïs par exemple.

Pour le "tropisme" malaisien, singapourien, en somme régional des Cambodgiens, je dirai d'abord qu'il est bien naturel. Rien de plus normal que les partenaires principaux du Cambodge soient ses voisins. C'est le contraire qui serait anormal. Les plus importants investisseurs étrangers au Cambodge seront les Taiwanais, les Singapouriens, les Malaisiens, les gens de Hong Kong, les Thaïlandais ... avant les

### au moins quatre contrats sans appels d'offre

Japonais, les Français et les Américains. Rien de plus normal donc que les Cambodgiens s'intéressent aux investisseurs et aux fournisseurs de ces pays.

... A condition qu'il y ait eu appels d'offre dans les cas où il n'y a de place que pour un seul investisseur. Si après appel d'offres, après compétition, on choisit un Malaisien, je respecte. Parfois je n'accepte pas, mais je respecte.

Dans certains cas, cette procédure n'a pas eu lieu. Je pense au "port sec". Il y avait des entreprises françaises intéressées, qui auraient peut-être fait des offres plus intéressantes. Il n'y a pas eu non plus de compétition pour le partenaire de *Royal Air Cambodge*, et pas non plus de compétition pour les concessions de bois. Un quatrième cas : l'affaire du *Royal* et du *Grand Hôtel d'Angkor*.

Mettons à part qu'il y a sur ce

*mauvais pour l'image du Cambodge, bien que nous n'y soyons pour rien*, nous dit l'un des dirigeants. Certaines banques vont abandonner cette activité. A mon avis, les grands gagnants se trouvent aux Etats-Unis; il y a eu beaucoup de pertes en Europe". La chute de 300 points a eu de lourdes conséquences, 1 point équivalant à 10 dollars, 11 dollars sur le Yen, 8 1/2 sur le franc suisse, 7 dollars sur le DM, 1,60 sur la £.

Les spéculateurs doivent verser une caution de 5000 dollars pour intervenir sur le marché des changes et sont en général de gros commerçants (cf "Exercices de capitalisme", *Cambodge Nouveau* n° 15).

### droits de l'homme

Mauvais pour l'image du Cambodge : la présence à Phnom Penh d'un Centre de l'ONU pour les Droits de l'Homme, estiment les deux

Premiers ministres, qui ont demandé au Secrétaire général de l'ONU M. Boutros-Ghali sa suppression, ou du moins le non-renouvellement de sa mission. Cette présence, a dit le premier Premier ministre le 18 mars à l'issue de la réunion de la CIRC, semble assimiler le Cambodge à des pays où la situation des droits de l'homme n'est pas normale, alors que nous voulons montrer au monde que nous ne sommes

(suite page 4)

# ENTREPRISES FRANÇAISES AU CAMBODGE

point un conflit, puisque FEAL, qui avait signé, il y a deux ans, n'a pas pu réaliser le travail (s'il avait pu le faire l'hôtel serait aujourd'hui terminé, et aurait donné une impulsion extrêmement bénéfique à l'investissement), il n'y a pas eu d'appel d'offres avant le choix de Raffles.

Ce ne sont pas là de bons signaux à l'adresse des investisseurs étrangers.

Il y a eu en revanche compétition dans certains autres cas : le casino, l'aéroport.

Le cas du caoutchouc est différent. Ce sont les Français qui ont introduit le caoutchouc au Cambodge, et certaines planta-

## le cas particulier du caoutchouc

tions appartenaient à des intérêts français -qui sont parties par force, "en catastrophe". Il y a donc une certaine logique à ce qu'après tant d'années ce legs ne soit pas oublié. Comme ces anciens propriétaires sont restés des opérateurs de très grande qualité, et qui connaissent parfaitement bien ces plantations, il est normal aujourd'hui de discuter avec eux. Mais dans des conditions qui doivent être évidemment extrêmement favorables pour le

### chiffres

En 1993 et en 1994, la France a été le deuxième investisseur mondial. La France est le troisième importateur du monde, et le quatrième exportateur.

La croissance du PNB français en 1995 atteindrait 3 %. Ces 3 % représentent la totalité du PNB annuel de Singapour.

Cambodge.

Quelle appréciation porter sur le CDC ?

J'espère que les cas anormaux dont nous avons parlé sont des erreurs de jeunesse. Le CDC n'a

## le CDC est-il nécessaire ?

encore qu'un petit staff. Si l'on va maintenant vers des procédures plus claires, ce seront des signaux positifs.

On peut du reste s'interroger sur la nécessité du CDC. On pourrait faire comme on fait ailleurs : laisser les investisseurs s'implanter sans autorisation particulière en leur disant simplement de respecter les lois, et n'exiger un accord du gouvernement que pour quelques secteurs sensibles, classiques, le secteur des forêts par exemple, et tout ce qui touche à la sécurité. Ou lorsqu'on veut avoir des avantages fiscaux. Le Board of Investments en Thaïlande ne voit passer qu'un tiers des investissements, on ne va le voir que lorsqu'on veut des avantages fiscaux. On pourrait se passer d'accord préalable au Cambodge, d'autant que la fiscalité est extrêmement modérée.

Le CDC pourrait garder la responsabilité de la coordination pour tous les secteurs sensibles et les cas où les entreprises réclament des avantages fiscaux.

Si le rythme des investissements est plus faible cette année, ce ne sera pas forcément un mauvais signe, dans la mesure où on a dégagé pendant les premiers mois les dossiers en attente.

Mais pourrait arriver une

"deuxième vague", la vague de la confiance.

Dans l'hôtellerie, il y a encore très peu d'investissements, mais dès qu' "Apsara", autour d'Angkor, sera opérationnelle, elle donnera au CDC les critères de "feu vert" qui déclancheront d'importants investissements : un hôtel c'est plusieurs dizaines de millions de dollars. Et selon les prévisions d'arrivées à Phnom Penh, on va manquer d'hôtels.

D'autres activités de services manquent : pas de location de

## investissements : la probable "seconde vague"

voitures par exemple, pas de grandes compagnies d'assurance -il est vrai qu'il y a des "brokers". Il n'y a encore que peu d'investissements dans l'agro-alimentaire. Dans le textile, il y a encore de la marge ! Donc le montant des investissements pourrait être soutenu ... Même si 25 à 30 % des investissements agréés ne se réaliseraient pas, les chiffres resteraient très convenables.

D'autre part, je ne suis pas inquiet que les premiers agréments aient été accordés à des secteurs non prioritaires, comme un casino. Si la fiscalité est bien gérée, cela apportera de l'argent dans les caisses de l'Etat. Même chose pour les golfs. Ce ne serait inquiétant que si dans 5 ans on restait dans la même répartition. Du blanchiment d'argent ? Les conditions existent, notamment un système bancaire pas très bien structuré, un contrôle imparfait des frontières, ... Deux

éléments vont permettre de mieux lutter : la loi bancaire, la loi sur la banque centrale.

Ce qui est un peu inquiétant, c'est le coût de l'immobilier, en particulier le coût des terrains qui pourraient être utilisés pour des activités productives, usines, hôtels etc ... ce coût est hors de proportion avec l'économie générale du pays. Et il faudrait un cadastre qui fixe de façon certaine la propriété. La fiscalité foncière pourrait y contribuer. Là aussi il y urgence.

Le point négatif donc, c'est le manque de législation. Mais du côté positif beaucoup de choses se mettent en place, l'activité est bonne, on le voit par exemple sur les routes aux environs de Phnom Penh. Si la récolte de riz n'avait pas été catastrophique, on aurait

## l'activité : une croissance encourageante

eu un très bon chiffre de croissance. Rien de très spectaculaire, c'est encore fragile, mais cela va dans le bon sens. Le nombre des visiteurs étrangers a augmenté, malgré les difficultés.

Une grande partie de cette activité échappe aux statistiques, la grande majorité des investisseurs ne passe pas par le CDC. Les Français en sont un exemple : sur les 90 ou 100 activités recensées, les "grands" ne sont qu'une quin-

CAMBODGE  
NOUVEAU  
votre meilleur  
investissement

## A PROPOS ...

plus dans ce domaine dans une situation critique. Au Centre des Nations Unies pour les droits de l'Homme, on attend la décision du Secrétaire général, en faisant observer que si le Centre n'était pas gênant pour le gouvernement, s'il ne dénonçait pas des atteintes réelles aux droits de l'Homme, on ne demanderait pas sa fermeture. Il rappelle que c'est grâce à lui qu'ont été connues

des atteintes très graves comme celles de la prison militaire secrète de Battambang où l'on emprisonnait et exécutait des gens de façon totalement arbitraire. Ces atteintes, selon le Centre, continueraient sous des formes plus clandestines. La Commission des droits de l'Homme de l'Assemblée nationale, présidée par M. Kem Sokha, estime, comme plusieurs Associations de défense des droits de l'Homme,

que le Centre des Nations Unies lui est utile. Des observateurs indépendants se demandent si la demande de fermeture du Centre par les deux Premiers ministres au lendemain de la réunion de la CIRC n'a pas un effet plus négatif que positif pour l'image du Cambodge à l'étranger.

### erratum

Ce n'est pas M. Chem Snguon, ministre de la Justice, mais M. Chhin Vun, qui était cité dans

l'interview de S.E. Son Soubert (Cambodge Nouveau n° 24), comme ayant été envoyé en Australie pour avoir déplu au PPC. Nos excuses à ces deux personnalités.

CAMBODGE  
NOUVEAU  
le journal des gens  
qui comptent !

# ENTREPRISES FRANCAISES AU CAMBODGE

zaine, 75 sont de petites implantations diversifiées. C'est d'ailleurs une bonne répartition.

## présence des produits français

Il y a aussi une présence des produits français. Les exportations de France vers le Cambodge en 1994 ont doublé par rapport à 1993, et elles avaient doublé cette année-là par rapport à 1992. Une petite partie vient des dons, mais le reste, environ 75 %, sont des exportations "naturelles", biens d'équipement, de consommation -produits pharmaceutiques, cigarettes, alcools, un peu de parfumerie, beaucoup d'équipement électrique (Merlin-Gérin, Télémeccanique, Legrand ...), machines à bois, un peu d'automobile, etc ... Il y a une densification de la présence industrielle française. Compte tenu de la taille du marché cambodgien, la France y est nettement plus présente qu'elle ne l'est par exemple en Malaisie ou en Thaïlande. La France a d'ailleurs engagé un gros effort en direction des pays de

l'ASEAN, Malaisie, Indonésie, ... des pays où l'on ne nous connaît encore que trop peu.

Il faut encore mentionner les investisseurs potentiels. Beaucoup d'entreprises françaises sont prêtes à faire des choses ici. Dans les huit mois qui avaient suivi les élections, j'avais identifié plus de 60 entreprises venues au Cambodge et envisageant d'y

## conseils aux investisseurs potentiels

investir. C'est énorme.

Tout ceci n'est pas encore suffisant, mais c'est encourageant.

Il y a des "creux" importants cependant dans la présence française : toute la filière agro-alimentaire, à l'exception de notre coopération caoutchouc et celle d'ONG, notre secteur privé y est très peu présent : élevage, productions, plantations, transformation ... Ce sont des activités que nous connaissons bien. Il y a d'ailleurs peu d'investisseurs étrangers aussi dans ces secteurs.

Quels conseils donner aux investisseurs potentiels ?

Etre présent constamment, veiller avec encore plus de soin qu'ailleurs, à cause notamment de l'absence de cadre législatif, il faut une gestion très serrée. Passer par le CDC s'il s'agit d'un investissement industriel ou de service. Il faut compter avec une part de jeu, il y a un élément de risque supplémentaire au Cambodge - donc ne pas engager trop d'argent si l'on n'est pas sûr de réussir très vite. Il y a un important élément d'incertitude, qu'il faut compenser par une très grande vigilance et une très grande présence dans la gestion. C'est à dire travailler beaucoup.

Pour bien travailler au Cambodge il faut être, ou devenir, Cambodgien : horaires, frugalité, présence, ... langue.

Les backchiches ? Il y en a de deux sortes. Les premiers sont de petits paiements modestes, qui viennent de ce que les fonctionnaires ont des salaires insuffisants. Ce n'est pas un système satisfaisant, c'est malsain,

mais si c'est provisoire, ce n'est pas dramatique.

Mais si pour obtenir une affaire importante il fallait payer quelque chose de sensible aux décideurs ce serait plus grave. Il y a des rumeurs, mais je ne connais pour ma part aucun cas certain. Il appartient au gouvernement cambodgien de très vite assainir si de tels cas se présentent.

Parmi les implantations françaises, la restauration est représentée par une dizaine d'établissements, à quoi s'ajoutent : vins et spiritueux, meunerie, boulangerie, glaces; on compte plusieurs transporteurs et transitaires; plusieurs entreprises de construction et de travaux publics; d'équipement électrique; deux cabinets d'architecture; deux entreprises de menuiserie; deux cabinets d'expertise comptable; une banque; un cabinet d'assurance; deux cabinets médicaux; deux cabinets dentaires; plusieurs magasins de vente et de maintenance informatique; des importateurs de produits pharmaceutiques; trois entreprises de presse; des entreprises d'import-export; également : lunettes, agence de voyage, tabac et cigarettes, consultants, collecte de déchets, centre d'affaires, distribution de l'eau, de pétrole, automobile, ...

### KAMPUCHEA

	EXPORTATIONS			IMPORTATIONS			DOLBRE			T. COUV.	
	1993	1994	var%	1993	1994	var%	1993	1994	évol.	93	94
<b>TOTAL</b>	116	235		5	22		111	213	102		
1. AGRO-ALIMENTAIRE	32	55	71.6	1	2		31	53	22		
AGRICULTURE, SYLVICULTURE ET PECHE	1	1		1	1					100	100
INDUSTRIES AGRO-ALIMENTAIRES	30	54	80.0		1		28	52	24		
2. ENERGIE		1						1			
3. INDUSTRIE	84	179		3	20		81	159	78		895
DEMI-PRODUITS	5	27					5	27	22		
· métaux	1	13					1	13	12		
· chimie et demi-produits divers	5	15					5	15	10		
BIENS D'EQUIPEMENT PROFESSIONNEL	21	60					21	60	39		
ELECTROMENAGER ELECTRON. GRAND PUBLIC	2	1					2	1	-1		
MATERIEL DE TRANSPORT TERRESTRE	4	17					4	17	13		
· équipement automobile des ménages	1	6					1	6	5		
· pièces détachées, véh. utilitaires	3	11					3	11	8		
BIENS DE CONSOMMATION COURANTE	51	78	47.0	3	20		48	55	7		375

Source : Douanes

(millions de Fcs CAP/PAB ET X)

## A PROPOS ...

### succès

Le journal *La Voix de la Jeunesse Khmère*, bi-hebdomadaire publié en Khmer, en Français et en Anglais, tiré à 6400 exemplaires, va reproduire l'interview de l'ambassadeur de France S.E. Le Lidec publiée dans le numéro 24 de *Cambodge Nouveau*.

faites votre pub dans  
CAMBODGE NOUVEAU

### appel

Chann Ratana, le directeur de *La Voix de la Jeunesse Khmère*, condamné à 1 an de prison et 5 million de riels d'amende pour un article critiquant les deux Premiers ministres, a fait appel : "La Constitution garantit la liberté d'expression". Jugement dans deux mois. En attendant, le journal continue à paraître : "je n'ai rien reçu du gouvernement qui m'interdise de le faire" nous a dit Chann Ratana.

### pédagogie

La première promotion d'Inspecteurs de l'Enseignement primaire, une quarantaine (sur les 170 que prévoit de former le Programme) est arrivée en fin de formation.

La Faculté de Pédagogie a inauguré à cette occasion sa Bibliothèque pédagogique : environ 500 ouvrages de grande qualité, très récents, sont mis à la disposition des stagiaires, formateurs, administratifs et

enseignants.

Quatre villes de province seront également dotées de bibliothèques pédagogiques.

**CAMBODGE  
NOUVEAU**

ne copie personne  
Ne le copiez pas !  
Si vous le citez  
indiquez la source.

## NOUVEAUX AGREMENTS D'INVESTISSEMENTS

Le Bureau des Investissements du Cambodge (CIB) vient de faire connaître la liste des 10 projets d'investissements agréés par le Conseil de Développement du Cambodge (CDC) pendant le mois de janvier, totalisant 27,075 millions de dollars. Cette liste fait suite à celle des 57 projets agréés entre début août et fin décembre 1994 publiée dans notre numéro 22.

nom des compagnies	pays	activité	invest. prévu (US\$)	emplois	
				début	max
Yuan da Wolf (Cambodia) Silk Co	Camb/Chine/Sing	plant. muriers/ prod. cocons	2 000 000	95	158
Cambodia Storage Battery Co Ltd	Cambodge	fabrique de piles	1 000 000	60	89
Shun Thong Manufacturing Co Ltd	Cambodge	fabri. chapeaux vêtements	1 000 000	491	1394
Gae Tenq (Cambodia) Enterprise	Taiwan	paneaux de particules bois	600 000	92	172
Nesen Food and Drink Co Ltd	Hong Kong	aliment. et boissons	200 000	192	192
Hong International Co Ltd	Camb/Australie	fabric. de cigarettes	1 000 000	74	87
Singtel (Cambodia) Private Ltd	Singapour	électron. portative	100 000	53	118
T.T.H.K. Co Ltd	Cambodge/Japon	atelier voitures Toyota	1 160 000	46	53
Thakral Cambodia Industries	Singapour	télé couleurs ou équip. élect.	20 000 000	170	270
Foreign Investment and Legal Consultants	Australie	conseil juridique	15 000	3	7

### Observations

#### Le montant total

des investissements agréés en janvier, 27 millions de dollars, marque un net ralentissement par rapport aux 2,17 milliards de dollars agréés pendant les 5 derniers mois de 1994 (moyenne : 434 millions de dollars par mois). A ce rythme, le total pour 1995 serait de 324 millions de dollars, presque 7 fois moins. Mais on peut estimer que les très fortes différences existant entre les projets (de 10 000 dollars à plus d'un milliard), ne permettent pas d'établir des moyennes mensuelles valables. Pour les 5 premiers mois de 1994, le seul projet *Ariston* représentait 75 % du montant total des investissements. Il faut attendre de disposer de moyennes sur au moins 3 mois, pour porter une appréciation sur l'évolution de l'investissement privé au Cambodge. D'autre part, une "seconde vague" d'investisseurs est vraisemblable (voir l'interview de Dominique Causse).

#### L'origine des investissements

elle est encore en quasi-totalité asiatique, à l'exception de deux investissements australiens. Pas d'Européens, pas d'Américains

dans cette liste. Les deux Secrétaires généraux du CDC et du CIB ont entrepris de prospecter les marchés européens (notamment la France) et les Etats-Unis.

#### Samling, MHS, Pochentong

On peut observer aussi que le très controversé projet *Samling*, signé à Kuala Lumpur le 17 août 1994, qui confie à cette société malaisienne l'exploitation pour 70 ans (et non 35 comme indiqué par erreur dans notre numéro 24) de 800 000 hectares de forêts, ne figure pas plus dans cette liste que dans la précédente.

Selon un témoin direct, on ne voit pas dans ce contrat de clause confiant à l'ITTO (International Tropical Timber Organisation) la surveillance des coupes, avec limitation des quantités coupées et obligation de replanter, contrairement à ce que le CDC avait dit à la presse. En revanche, *Samling* aurait le droit de se retirer à tout moment, sans indemnisation pour le gouvernement.

Le contrat avec *MHS* qui crée *Royal Air Cambodge*, signé le 28 décembre 1994 ne figure pas non plus sur les listes du CDC. L'aéroport de Pochentong : il y a appel d'offres, tout repart à zéro.

#### Le contrôle

"Les contrats signés au cours des derniers mois l'ont été sous la supervision de consultants indépendants", a affirmé M. Sun Chanthol lors de la conférence de presse du 4 mars.

#### La transparence

En revanche, il n'y a aucune communication entre le CDC et l'Assemblée Nationale. S.E. Keat Chhon, vice-Président du CDC, a affirmé au cours de cette conférence de presse n'avoir reçu aucune demande d'information de la part de membres de l'Assemblée; qu'il aurait volontiers fourni des explications si on lui en avait demandé.

Une demande signée par 5 députés, sur papier à en-tête de l'Assemblée, datée du 8 février, a pourtant été adressée au Président de l'Assemblée, lui demandant "encore une fois" que le gouvernement explique à l'Assemblée "la substance et les implications d'un certain nombre de

contrats récemment signés avec des sociétés malaisiennes", notamment avec *Leader Universal Holding* (production d'électricité), *Samling Corporation* (exploitation forestière), *Muhibbah-Masterton* (extension et rénovation de Pochentong) et *MHS Berhad* (création de *Royal Air Cambodge*).

A l'Assemblée, on se plaint de n'être pas tenu au courant par le CDC des projets d'investissements qu'il agréé : voir l'interview de S.E. Son Soubert dans notre numéro 24. La Présidente de la Commission des Investissements Mme Ky Lum Ang nous a dit qu'elle ne reçoit cette information que par la presse.

C'est précisément pour modifier le règlement intérieur et améliorer ainsi le travail des Commissions que les travaux de l'Assemblée ont été interrompus.



Directeur de la publication :  
Chu Sin-Phong  
Rédacteur-en-chef : Alain Gascuel  
Mise en page : Jean Cévennes  
Impression : CIC  
Centre Informatique du Cambodge

58 rue 302 - BP 836 - Phnom-Penh  
Royaume du Cambodge

tel (015) 91 19 67

**CAMBODGE NOUVEAU**  
est vendu uniquement par abonnement

**N**ous avons prévu : 1) Développement rural; 2) Education primaire; 3) Appui institutionnel. Pour des raisons circonstancielles, nos priorités ont été inversées.

### Education primaire

Nous avons commencé avec le début de l'année scolaire. Après avoir réalisé notre "positionnement" et notre coopération avec les autres bailleurs de fonds, USAID, UNICEF, la coopération britannique, la coopération française ... les autres, comme avec le Gouvernement, nous avons pu commencer le programme européen dans de bonnes conditions. Aujourd'hui le choix des équipes nationales est fait, la coordination entre européens et nationaux se met en place. On a défini les modalités d'intervention ("que va-t'on faire, et où"). Le programme, dont les activités correspondent à des besoins définis par les Cambodgiens, comporte trois chapitres :

- 1) **formation/recyclage/mise à niveau des enseignants.** Il est au trois-quarts arrêté, et commencé. Le recyclage se fait à distance.
- 2) **équipement en matériel didactique pour le primaire;** les premiers documents ont été distribués, le matériel didactique défini à 80 %; on négocie avec des ateliers pour la fabrication.
- 3) **animation villageoise,** relations instituteur/parents d'élèves, aide villageoise à l'entretien des écoles et du maître : c'est plus délicat; on essaie d'y faire participer les ONG implantées localement. On peut ajouter qu'un informaticien met en place la gestion du personnel; et qu'une *carte scolaire* est en chantier : combien d'écoles ? Où ? Combien d'élèves ? Encadrement ... Les enquêteurs sont en formation.

En gros, notre programme Education primaire a bien démarré.

### développement rural

Il a eu du retard dans ce domaine, du à l'UE (sélection des experts et envois au Cambodge) et au Cambodge (agrément du Gouvernement,

des candidats, selon la procédure des appels d'offres, à cause aussi du remaniement ministériel de novembre. En fait on a été en "stand by" jusqu'au 18 janvier 1995, où

### Autres programmes

**Actions de consolidation** dans les provinces de Battambang et de Pursat : quatre experts sont venus pendant quatre semaines et ont porté une

appréciation globale assez bonne. Ce programme sera prolongé jusqu'en juin 1995, les ONG se retirent dans ce délai, missions accomplies.

**Urbanisme :** la coopération avec la Municipalité de Phnom Penh est en marche. Deux experts sont au travail, les missions arrivent, les achats de matériels sont décidés. Ca marche.

### Droits de l'Homme:

c'est un chapitre délicat, nous nous donnons un temps supplémentaire d'analyse et de réflexion pour concilier le programme et les conditions locales. Les références culturelles, religieuses, familiales, historiques, ... ne sont pas les mêmes. Nous ne voulons pas être des moralisateurs. Un de nos experts en est chargé de ce programme. Il semble avoir l'adhésion des Cambodgiens, ministères, institutions, ONG, qui ne communiquent pas entre eux.

**Financement du PNUD, par le BIT et CARERE.** Les problèmes rencontrés se sont arrangés, les documents sont en cours de signature.

Les retards: au maximum 3 mois sur certains programmes, soit 10 à 15 % du budget global. C'est un très bon résultat, compte tenu de la complexité, du volume, et de la situation du Cambodge.

## L' UNION EUROPEENNE AU CAMBODGE

**Il y a cinq mois, l'Union Européenne créait à Phnom Penh un Bureau de Coordination. Cet intervenant majeur dans les affaires cambodgiennes, mais sans expérience particulière du pays, exposait alors ses objectifs : 10 opérations de réhabilitation, en tout premier lieu le développement rural, et des moyens importants : 85 millions de dollars pour les trois années 1994, 95 et 96 (voir *Cambodge Nouveau* n° 17). Où en est ce Bureau aujourd'hui ? Nous faisons le point avec le Coordinateur principal M. Y. Trollier. Dans notre prochain numéro : qu'en est-il sur le terrain ?**

mise en place des structures d'exécution).

Le 12 janvier a été créée une Commission mixte (nous aurions préféré une "Agence d'exécution mixte", formule qui aurait marqué notre souhait : plutôt *faire que parler*). Quoi qu'il en soit, cette commission a pour mission de "faciliter la mise en oeuvre".

Depuis qu'une communication officielle de cette création a été faite par les Affaires Etrangères, tout va mieux. Après une période "grise", depuis début février les choses s'accroissent.

Le programme général a été approuvé. Le ministre de l'Economie et des Finances, vice-Président du CDC, sous la présidence de Hun Sen, a mieux défini les rôles des deux ministères concernés, Agriculture et Développement rural.

Les 18 experts -cantonnés à Phnom Penh depuis le 8 novembre, et réduits à faire du tourisme, alors que la saison sèche, la plus favorable, était bien entamée- sont maintenant sur le terrain.

Ils ont identifié les équipes, les premiers noyaux de personnel local détaché par les ministères de l'Agriculture et du développement rural, les districts où ils interviendront.

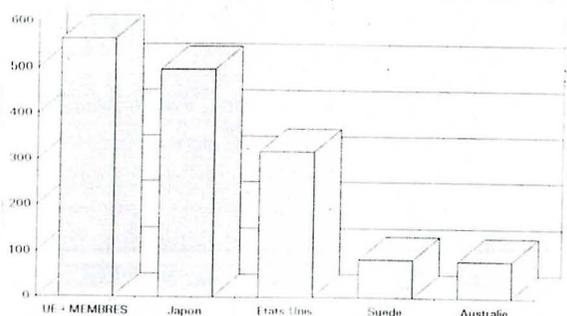
### Appui institutionnel

Il y a dans ce domaine un peu de retard, du à la sélection

a été signé un accord cadre entre le gouvernement et l'Union Européenne, comprenant les divers programmes d'aide européenne avec les budgets des diverses activités.

Pourquoi ce grand retard ? Ce programme concerne 6 ou 7 ministères, et il a fallu vérifier les termes de référence avec chacun d'eux : en général ces termes sont maintenus, ou parfois avec de petites modifications concernant l'urgence ou l'ampleur des besoins. Deux postes ont été modifiés : un expert pour appui aux privatisations est affecté au ministère de l'Economie et des finances, et non au CDC; un autre pour appui technique aux investissements privés au sein du CDC trouvera une autre affectation, "le CDC a suffisamment d'experts techniques". Un cartographe sera mis à la disposition de la Présidence du Conseil.

L' EUROPE PARMIS LES BAILLEURS DE FONDS du CAMBODGE



**Le point sur ...**

**l'IRCC**

**L'Institut de Recherches sur le Caoutchouc au Cambodge** a publié le premier numéro d'un bulletin trimestriel consacré à la filière caoutchouc. Financé par le Service Culturel et Scientifique de l'Ambassade de France, dirigé par le Directeur de la DGPH (Direction générale des Plantations d'Hévéas) M. Teng Lao, préfacé par Sa Majesté le Roi, avec des Avant-propos des deux Premiers Ministres, et un Editorial du Ministre de l'Agriculture S.E. Tao Seng Hor, ce bulletin marque bien l'importance que les plus hauts responsables cambodgiens attachent à la filière caoutchouc, et le rôle que la France joue dans sa réhabilitation.

Dans une présentation générale du secteur hévéicole cambodgien, S.E. Tao Seng Hor donne des précisions chiffrées : les exportations de 1994 ont dépassé 32 000 tonnes, le meilleur niveau depuis 20 ans (à comparer toutefois aux 55 000 tonnes obtenues dans les années 70), les rendements sont en moyenne de 800 kg par ha. La tâche à accomplir est énorme : replanter, faire passer les rendements à 2 tonnes à l'hectare, augmenter jusqu'à 150 000 ha la

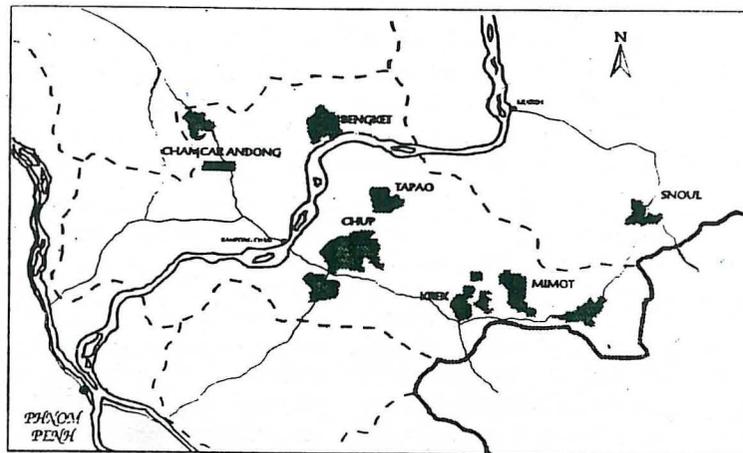
"couverture hévéicole", améliorer la qualité des produits qui doivent être rigoureusement "spécifiés" selon les normes internationales. Il faudra non seulement réhabiliter et reconstruire les usines, établir à tous les stades un contrôle rigoureux, mener une formation professionnelle à grande échelle, mais encore replanter, en apportant le plus grand soin au choix des "clones".

Directrice-Adjointe de l'IRCC, insiste sur la nécessaire formation des chercheurs et des responsables des usines, formation appuyée par le Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement (CIRAD) comme le rappelle Yves Banchi, chef de programme Hevea au CIRAD, une aide qui s'inscrit dans le cadre de la coopération IRCC/CIRAD évoquée par

**le barrage de Kamchay**

Le 27 février a été approuvée par le CDC l'étude de pré-faisabilité, commencée en octobre dernier, du consortium Hydro Québec (Hydro Québec, Pomerleau et Experco Lim) qui vise à construire à Kam Chay, à 15 km environ de Kampot, un barrage hydro-électrique d'une puissance potentielle de 127,5 MW. L'étude de faisabilité commencera fin avril et devrait durer 12 mois. Ces études (1,2 million de dollars) sont financées par les gouvernements du Canada et du Québec. La construction du barrage durera de 2 à 3 ans (5 ans avec l'installation du

**LES PRINCIPALES PLANTATIONS D'HEVEAS**



source : IRCC

Si "la vocation de l'Institut est la recherche et la maîtrise de nouvelles techniques, dans l'immédiat sa mission première sera de transmettre rapidement aux exploitants des solutions efficaces" souligne le ministre. Philippe Monnin, chef de projet, rappelle les étapes de la coopération franco-cambodgienne, dont le succès "suppose une transformation en profondeur du fonctionnement actuel des structures de production".

Madame Tan Theany,

Michel Nucé de Lamothe, directeur du CIRAD.

Jean-Claude Touron (CIRAD) donne des précisions sur le futur Laboratoire National de l'IRCC, et les différentes classes du standard ISO 2000.

Intéressantes contributions aussi de Benoit Jobbé-Duval (CIRAD /Cambodge), Im Sopheary (IRCC), Mak Bunna (IRCC), Laurence Monnin, coordinatrice linguistique.

réseau de distribution) et coûtera environ 150 millions de dollars; le système de distribution environ 250. Il permettra aussi l'irrigation d'environ 35 000 ha, à l'est et à l'ouest de Kampot. 15 km de route nouvelle seront construits. L'électricité pourrait être vendue au Vietnam.

Le gouvernement canadien assurera la moitié du financement, le consortium l'autre moitié. La formule de gestion retenue est celle dite BOT : "built, operate, transfer".

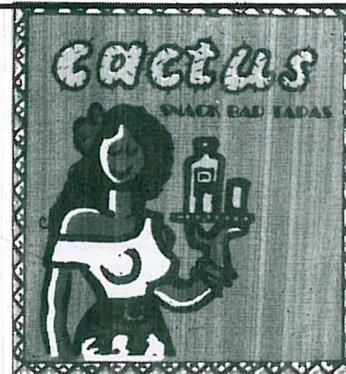


**Restaurant Le Hacha**

Cuisine Gastronomique Française

Salon privé 12 cds.  
adresse : 193 rue 208  
Sandech Chakrei Horn  
Réservations tel. 017 200 248

ouvert ts les soirs 7/7 à 18h  
fermé sam. dim. lun. midi  
sauf réservation



**PLAT DU JOUR  
COUPES DE GLACE  
PATISSERIES**

buffet de salades à volonté à 1.50 \$ s. c. tous les midi

GRAND CHOIX DE BIERES COCKTAILS

**LE CACTUS**

de 10 heures du matin à 2 heures du matin

94, BOULEVARD PRAEH SIHANOUK - PHNOM-PENH